

Nicolas Sarkozy avoue qu'il est envisageable de sortir de l'UE



La décision du gouvernement de Londres de refuser une révision du traité de l'Union européenne lors du sommet des 8 et 9 décembre est extrêmement significative de l'état de nécrose avancée de la prétendue "construction européenne".

LA NÉCROSE EUROPÉENNE S'AMPLIFIE

La Commission européenne et M. Sarkozy ont beau déplorer cette décision, ils ont beau menacer la Grande-Bretagne d'être « *marginalisée à terme* », il n'en demeure pas moins que cette décision bloque le système puisqu'un traité ne peut être modifié qu'à l'unanimité des États-membres.

D'ailleurs, M. Sarkozy et les médias français présentent le Royaume-Uni comme "LE" mauvais coucheur qui empêcherait l'UE de bien fonctionner, après avoir fait porter le chapeau du bouc émissaire à l'Allemagne depuis des semaines.

Mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que l'Allemagne reste muette devant cette décision britannique, de même que les Néerlandais et de nombreux autres États de l'UE (qu'en pensent les très eurocritiques Tchèques ? Et les Grecs ? Et les Italiens ? Et les Portugais ? etc.)

DES SOMMETS D'HYPOCRISIE

Je suis pour ma part convaincu que bien des gouvernements européens sont secrètement très satisfaits de la décision britannique, qui bloque toute réforme de traité sans qu'ils aient eux-mêmes à se prononcer. Car la prétendue "Union européenne" n'est qu'un conglomérat d'hypocrisies féroces, où chaque chef d'État ou de gouvernement prend, telle Sainte Nitouche, la pose de l'Européen modèle, tout en espérant secrètement que l'un de ses collègues fera capoter le système.

Quoi qu'il en soit, les déclarations du jour de M. Sarkozy confirment que sortir de l'Union européenne est une option de plus en plus crédible et envisageable. **Il vient en effet de déclarer qu'il « se refuse toutefois à envisager sa sortie du marché unique européen ou de l'Union européenne. Nous avons besoin de la Grande-Bretagne. Ce serait un grand appauvrissement de voir son départ qui, fort heureusement, n'est pas d'actualité ».**



CONCLUSION

J'ai créé l'UPR le [25 mars 2007](#) (jour du 50ème anniversaire du traité de Rome) pour appeler mes compatriotes à sortir au plus vite la France de l'Union européenne et de l'euro, ainsi que de l'OTAN, afin d'échapper au désastre multiforme que j'avais décrypté et prévu, et afin de rétablir notre démocratie.

Que n'ai-je alors entendu ! On m'a traité « *d'illuminé* », de « *fou* », « *d'extrémiste* », on a brisé ma carrière et on m'a interdit de média, interdit de Wikipedia, interdit de tout.

Seulement voilà : la Vérité finit toujours par triompher du mensonge. Les dogmes et la tyrannie finissent toujours par être confrontés aux faits et à leur formidable éloquence.

Ce qui paraissait « *i-ni-ma-gi-nable* » lorsque j'ai créé l'UPR — il y a 4 ans et 9 mois — est peu à peu devenu au fil des mois, dans la bouche de mes contradicteurs, « *impossible* », puis seulement « *excessif* », puis seulement « *exagéré* », puis seulement « *très difficile* », puis seulement « *compliqué* », puis seulement « *regrettable* »...

Et puis, de plus en plus d'analystes ont commencé à envisager l'inéluctabilité de la destruction de l'euro.

Et désormais le président de la République française commence à « **refuser d'envisager** » la sortie pure et simple du Royaume-Uni de l'Union européenne elle-même. Déclaration qui signifie, bien entendu, exactement le contraire : il commence bel et bien à envisager que des États — et pas seulement le Royaume-Uni — puissent quitter l'UE.

Allons ! Encore quelques efforts....

Dans quelques semaines ou dans quelques mois, le programme si réfléchi, si juridiquement parfait, si cohérent techniquement et si clairvoyant de l'UPR, qui fêtera ses 5 ans le 25 mars 2012, apparaîtra aux yeux du plus grand nombre comme la seule et unique voie de salut pour la France.

[source : [Romandie](#)]